Association de Science Régionale
De Langue Française

XLIIIè colloque de l'ASRDLF
Grenoble-Chambéry
11, 12, 13 juillet 2007

LES DYNAMIQUES TERRITORIALES

DÉBATS ET ENJEUX ENTRE LES DIFFÉRENTES APPROCHES DISCIPLINIARES

LES CONTRASTES REGIONAUX DES DYNAMIQUES RURALES EUROPEENNES SONT-ILS PORTEURS DE TRAJECTOIRES TERRITORIALES ?

Pascal CHEVALIER
Maître de conférences
Mutations des territoires en Europe (CNRS)
Université Montpellier 3,
Pascal.chevalier@univ-montp3.fr
Et
Marc DEDEIRE
Maître de conférences
Mutations des territoires en Europe (CNRS)
Université Montpellier 3,
Marc.dedeire@u-bordeaux4.fr

Résumé :
A travers les processus de mutations des territoires ruraux, territoires ruraux définis selon une méthodologie de l'OCDE et pour trois pays (France, Espagne et Italie), nous tentons de montrer que les fonctions économiques et sociales des espaces ruraux permettent de concevoir et réinterpréter les trajectoires de ces territoires. Le rôle de la fonction économique rurale dominante constitue une base de compréhension de la nature de l'intégration ou de la non intégration du territoire étudié aux échelles spatiales plus englobantes. Cette approche permet également de proposer une synthèse des scénarios envisageables et de concourir à l'analyse prospective du changement social, économique et environnemental de la ruralité euro-méditerranéenne.

Mots clés : *Ruralité, territoires euro-méditerranéens, Typologie par classification,*

Abstract :
Through processus of rural dynamics, rural areas defines with OECD methodologies for three countries (France, Spain and Italy), we try to find that socio-economics function of rural areas allow realize and reinterpret the trajectories of the rural territories The role of the major rural economic function is the base of the knowledge of integration nature or non-integration. This approach might realize a synthesis of scenario and might understand a prospective analysis of the social, economic or environmental change of the euro-Mediterranean rurality.

Key-words : *Rurality, Euro-Mediterranean territories, typologies with classification.*

Classification : JEL **R 12, O 52,**

LES CONTRASTES REGIONAUX DES DYNAMIQUES RURALES EUROPEENNES SONT-ILS PORTEURS DE TRAJECTOIRES TERRITORIALES ?

INTRODUCTION

La problématique des trajectoires d'évolution est au centre de l'analyse des transformations du tissu économique rural européen. Les contraintes imposées par la globalisation et les réponses apportées par les politiques publiques ont conduit les sociétés rurales européennes à formuler une grande variété de réponses aux nouvelles exigences imposées à la fois par les nouvelles demandes du marché et les directives européennes en matière économique (Collectifs, 2006). Les profondes mutations sociales et culturelles, légitimées en partie par multiples projets politiques nationaux ou européens, ont modifié tant l'usage des campagnes, affectées selon les régions toujours davantage à la résidence, au loisir et au tourisme, que les regards de la société portés sur les espaces ruraux eux-mêmes. Aujourd'hui, les nouvelles fonctions que la société confère à l'espace rural déterminent la création de nouvelles activités souvent issues du milieu urbain ou répondant à des besoins en provenance de ce milieu (Perrier-Cornet, 2002). Selon les cas, l'émancipation de la domination agricole, l'émergence de nouvelles bases économiques ou le renforcement de secteurs d'activités, a permis de trouver, dans des secteurs d'activités toujours plus diversifiés, d'autres sources de richesse et des potentialités de développement.

De nouvelles configurations économiques se sont alors mises en place à plusieurs niveaux d'échelle :

- Aux niveau nationaux, qui, avec leurs politiques cadres spécifiques en matière de développement économique et social et l'intégration des directives et des programmes européens à leur projets nationaux, portent la responsabilité des grandes orientations des pays.
- Aux niveaux régionaux et locaux qui, selon le degré d'adaptabilité de leurs structures sociales, économiques, agraires, culturelles aux changements imposés par le marché, les exigences politiques, et leur propre potentiel territorial, orientent très nettement leurs bases économiques.

En effet, tout en étant soumis aux effets de la globalisation et à leur capacité de réponse au changement, les territoires ruraux européens proposent des avantages comparatifs, des potentiels territoriaux (environnementaux, sociaux, culturels, socio-économiques, etc.) dont la valeur semble aujourd'hui se renforcer contribuant ainsi à la réévaluation de ressources territoriales et à l'émergence de nouvelles fonctions rurales. Ces potentiels, valorisés par les acteurs politiques, économiques, sociaux semblent alors générer de nouvelles dynamiques propres à chaque espace, accentuant ainsi une différenciation de plus en plus soutenue des territoires ruraux (Terluin, 2003)

A partir de l'hypothèse selon laquelle la construction et la diversification des bases économiques sont conditionnées à la fois par des processus globaux (mondialisation des échanges, politiques nationales et directives européennes), le degré d'adaptabilité des territoires aux changements et la présence de toute une série d'attributs territoriaux, choisis, reconnus et valorisés dans chaque espace (Berger *et alii*, 2005) , il est d'abord question, dans une dialectique global/local d'analyser, à l'échelle des régions rurales de 3 pays européens (France, Italie, Espagne), les mutations des activités économiques et leur inscription

territoriale. Comment s'articulent aujourd'hui, dans des contextes géographiques différenciés, fonctions rurales et dynamiques territoriales ? Peut-on parler d'accentuation des différenciations spatiales ou de convergence vers un même modèle de développement?
L'objectif principal de cette communication est de comprendre comment s'articulent aujourd'hui, changement social et changement spatial dans un cadre accru de mondialisation des échanges. La communication propose :
- d'une part, l'analyse des processus de différenciation spatiale tels qu'ils se déploient aux échelles nationales et infra nationales, et débuter un esquisse de la notion de trajectoire territoriale pour lire et interpréter les recompositions affectant les territoires ruraux, aux échelles régionales et locales à travers l'analyse des facteurs explicatifs des différentes dynamiques territoriales observées. (Partie 1)
- d'autre part, une fois abordée l'approche méthodologique, nous présentons les résultats typologiques (fonctions rurales, dynamiques rurales et intégrations) pour ensuite aborder une analyse synthétique de pour les trois pays (Partie 2).

I. Multifonctionnalité et diversification : nouveaux paradigmes du développement rural ?

Les recompositions qui animent aujourd'hui les espaces ruraux dans les pays industrialisés se traduisent par de multiples facettes, concernant aussi bien la population que les activités de production. L'amenuisement progressif, à l'échelle européenne, d'un monde rural monofonctionnel, dominé de manière écrasante par l'activité et la société agricole est, sans aucun doute, la principale conséquence des mutations de l'espace rural. L'empreinte agricole dessine encore, à l'échelle de l'Europe, de fortes différenciations spatiales avec une concentration et la relocalisation en cours des modes de production dominant et l'émergence de nouveaux modes de production territorialisée. De même, le renouvellement des demandes et des attentes des sociétés, depuis plus d'une dizaine d'années, favorisent le développement de nouvelles activités conduisant à une **multifonctionnalité des espaces ruraux perçue comme un repère essentiel dans l'ensemble des contextes régionaux ou nationaux.**

Depuis l'adoption du concept de multifonctionnalité par les Ministres de l'agriculture des pays membres de l'OCDE en 1998, le débat sur la traduction de la diversification des fonctions territoriales dans les structures socioéconomiques et les politiques publiques envisagées n'a jamais été aussi prenant. Aujourd'hui, la diversification des fonctions rurales s'inscrit dans un processus global de transformation des campagnes. Présente depuis peu dans les politiques agricoles communautaires, elle apparaît comme un potentiel nécessaire pour maintenir une occupation de l'espace par les hommes et les activités. La diversification des fonctions rurales se déploie aux différentes échelles nationales et infra nationales. Les profondes mutations sociales et culturelles qui lui sont associées modifient aussi bien l'usage des campagnes que les regards portés sur elles. **Selon les cas, l'économie de l'espace rural peut s'émanciper de la domination agricole et trouver, dans des activités toujours plus diversifiées, de nouvelles sources de richesse et d'autres potentialités de développement. Parmi elles, le renouveau du milieu naturel consécutif de l'abandon de l'activité agricole peut lui même apparaître comme une source de développement.**

La diversification des fonctions rurales ne s'inscrit toutefois pas de la même manière dans l'ensemble des espaces ruraux européens. Si certains d'entre eux sont largement voués à la résidence et au tourisme, d'autres conservent une fonction de production agricole ou industrielle qui continue à s'affirmer. Alors, comment expliquer autant de divergences dans les trajectoires ? Il semble, en tout état de cause, que le potentiel environnemental et humain

des territoires, leur position relative (effets de proximité), et le degré d'adaptabilité de leurs structures orientent très nettement les fonctions territoriales tout comme leur passé économique et social.

Les nouvelles fonctions territoriales des espaces ruraux révèlent et accompagnent également des mutations des systèmes socioéconomiques. Elles peuvent être à l'origine de l'apparition d'un nouveau système[1] et participent à la construction d'une nouvelle forme de ruralité, basée sur des populations souvent d'origine urbaine et des activités non agricoles, en lien ou non avec l'agriculture. Elle peuvent aussi modifier plus ou moins en profondeur et à des rythmes très différenciés des structures locales déjà existantes en s'appuyant sur des sociétés et des activités traditionnelles encore importantes.

1. La diversification des fonctions rurales désormais inscrite dans les politiques publiques

Dès le début des années 80, une réflexion sur le devenir des campagnes s'amorce dans la plupart des pays d'Europe, d'abord aux niveaux nationaux puis, dans une perspective de plus en plus affirmée de développement local, aux niveaux régionaux et micro régionaux avec l'instauration de la régionalisation. Ce changement se traduit dans les faits par une formulation politique de l'aménagement rural et la prise en compte des campagnes, non plus seulement comme des espaces agricoles, mais comme des territoires aux potentialités de développement diversifiées. Même si cette reconnaissance politique de la « diversité rurale » ne se traduit pas immédiatement par des actions, des opérations d'aménagement ou des dotations financières adéquates, elle permet de soulever, dès lors, le problème de la marginalisation de certaines campagnes, soumises à la fois à la dévitalisation économique et démographique.

C'est avec les débuts de la politique régionale européenne, que la diversification et la « multifonctionnalité » des espaces ruraux deviennent des questions clés du développement rural. Alors que les régions rurales européennes sont en but à des changements rapides de l'économie internationale, à l'amélioration des communications, à la réduction des coûts de transport, aux variations fluctuantes des échanges de biens et de services et sont confrontées à des menaces évidentes, elles voient s'ouvrir des opportunités de développement significatives. Dans ce contexte, les pouvoirs publics, aux différents niveaux (régionaux, nationaux ou européens), sont de plus en plus conscient de la nécessité d'améliorer ou parfois abandonner les politiques sectorielles traditionnelles et de leur substituer des instruments plus appropriés. Aujourd'hui, la plupart des gouvernements des pays de l'UE affichent un intérêt croissant pour des approches territoriales de la politique rurale qui mettent plus l'accent sur les investissements dans les nouvelles activités, les équipements et les infrastructures que sur une logique de subvention de l'économie traditionnelle rurale. L'impact modeste des subventions agricoles sur la performance économique générale des espaces ruraux, même ceux les plus dépendants de l'agriculture, interroge désormais les pouvoirs publics, d'autant que la réussite des communautés rurales dépend surtout aujourd'hui du développement de nouveaux moteurs économiques, essentiellement non agricoles. Ce passage d'une approche sectorielle à une approche territoriale des politiques publiques se traduit souvent par une intégration des diverses politiques sectorielles aux niveaux régionaux et locaux dont l'objectif est d'améliorer la coordination d'actions au niveau de chaque gouvernement central.

[1] Comme dans des espaces fortement affaiblis par l'exode rural et l'érosion des activités traditionnelles où un nouveau système socio-économique se substitue souvent à un système traditionnel largement défaillant.

Dans un souci d'intégration des territoires ruraux aux économies nationales, les politiques publiques nationales et européennes accordent désormais à la diversification, un potentiel fort nécessaire pour sortir de la crise socio-économique dans laquelle une grande partie des campagnes se sont enferrées depuis plusieurs décennies. Dans leur grande majorité, à l'échelle de l'Europe, elles se concentrent vers de nouvelles directions, des changements d'objectifs et par des ajustements dans la structure de la gouvernance locale. On constate en particulier qu'une approche fondée sur des investissements stratégiques visant à développer les activités les plus productives se substitue de plus en plus à une approche basée sur les subventions des secteurs en déclin. Il est d'ailleurs accordé une attention particulière aux biens « quasi publics » et aux « conditions cadres » qui soutiennent indirectement le fonctionnement des entreprises.

Ces politiques mettent aussi l'accent sur les spécificités locales, telles les aménités (environnementales ou culturelles) ou les produits locaux (traditionnels ou labellisés) en tant que moyen pour générer de nouveaux avantages comparatifs. Toutes ces politiques de valorisation d'atouts territoriaux, misent sur une démarche de patrimonialisation du potentiel territorial pour accroître l'attractivité de leurs espaces, en attirant les hommes (dans une démarche d'accueil résidentiel) et les activités, pourvoyeuses de nouvelles opportunités d'emplois. Le contexte économique mondialisé, qui a mis en compétition les territoires, a contraint les campagnes à rentrer dans un processus concurrentiel et, dans un souci d'attractivité, à se démarquer, d'une part par rapport aux villes, qui bénéficient largement de la concentration des flux démographiques et économiques, mais aussi, d'autre part, entre-elles. Ce « démarquage » passe désormais par un important appui à l'initiative endogène dans la recherche, l'identification et la valorisation des aménités territoriales. Cette initiative endogène est d'ailleurs soutenue par des politiques dont la gestion, et parfois même la conception, se décentralisent aux différents niveaux régionaux, micro-régionaux et locaux. Elles favorisent les partenariats, comme c'est le cas en France avec la loi sur les territoires ruraux, entre les secteurs publics, privés et associatifs dans le développement et l'exécution des politiques locales ou régionales.

2. La question du changement fonctionnel et de la diversification des fonctions socio-économiques rurales européennes

Le changement fonctionnel des espaces ruraux pose en premier lieu la question centrale de l'intégration des campagnes aux économies nationales et internationales. Cette intégration territoriale se traduit aujourd'hui à la fois par l'affirmation de véritables bassins agricoles et industriels spécialisés, compétitifs et adaptés aux exigences imposées par le marché et la mondialisation, et par une diversification des fonctions dans un triple contexte de « désindustrialisation », « désagrarisation » et « tertiairisation» des économies et des sociétés rurales occidentales. En effet, à l'échelle des pays d'Europe occidentale, la mutation du système productif agricole s'est traduite par un processus de concentration des exploitations mais surtout par une diminution soutenue des actifs du secteur primaire. Il en est de même avec le secteur industriel qui, soumis à la forte concurrence de la production mondiale et aux politiques de reconversion a accusé, dans certains domaines (industrie lourde essentiellement) et certains territoires une dynamique descendante affirmée, et ce, malgré l'implantation de nouvelles entreprises à capitaux européens ou internationaux (notamment dans l'automobile).

De fait, et malgré une emprunte agricole qui prend appui sur une longue et puissante tradition, l'adaptation des systèmes de production aux exigences de l'économie mondialisée, la remise

en cause du système technique, hérité de la phase de modernisation agricole et surtout la diversification des attentes de la société[2], ont fait émerger une diversification des fonctions et des usages de l'espace rural, aujourd'hui largement reconnue par les politiques publiques. Aux fonctions traditionnelles de production, sont venues s'ajouter les fonctions résidentielles et récréatives et plus récemment environnementales des espaces ruraux[3].

Les fonctions de production mettent en avant les usages productifs de l'espace rural vus comme le support d'activités économiques. En Europe occidentale, longtemps elles ont été identifiées à l'agriculture et à l'industrie, activités essentielles du moteur économique. Aujourd'hui, même si leur rôle socioéconomique devient moins pesant, elles n'en demeurent pas moins incontournables.

En agriculture, les changements significatifs du mode d'utilisation des sols ont accompagné les transformations structurelles : recherche d'une meilleure adaptation des systèmes de production conduisant à la concentration des exploitations, spécialisation en fonction des marchés mais aussi extension des terres en friche et émergence de nouveaux modes de productions basés en priorité sur la qualité. En réponse à ces transformation, les structures sociales agricoles ont connu depuis une trentaine d'année, elles aussi, d'importantes mutations. L'adaptation du social aux exigences économiques, s'est traduite, à l'échelle des pays d'Europe occidentale, par une baisse très importante du nombre d'agriculteurs. Cette baisse, facilitée dans certaines régions par la présence d'un potentiel d'emplois de substitution pour éponger l'hémorragie des actifs agricoles, est encore difficile dans certaines campagnes, notamment les plus méridionales d'Espagne ou d'Italie. Dans ces régions, le sur-emploi agraire, responsable du morcellement des exploitations agricoles, agit alors souvent comme un frein à la modernisation de l'activité et à son adaptation aux exigences du marché.

Dans le domaine industriel, même si la localisation des activités repose toujours en partie sur une articulation entre mobilisation des ressources spécifiques à chaque territoire, logique de marchés et politiques publiques, des délocalisations des activités de sous-traitance, souvent à l'initiative de capitaux étrangers à la recherche de faibles coûts salariaux, sont venues transformer les structures de production locales. Aujourd'hui, la reconversion est engagée au profit des activités manufacturières et des productions de haute technologie, les entreprises étant de plus en plus intégrées dans les stratégies des firmes multinationales

La fonction résidentielle des campagnes s'affirme également comme une composante importante des caractéristiques de l'espace rural ouest-européen. Cette fonction est en grande partie la traduction des mobilités résidentielles croissantes entre villes et campagnes et du développement du tourisme. Elle prend des formes diverses en termes de logiques résidentielles. Qu'il s'agisse d'un processus de diffusion urbaine autour des principales métropoles nationales (Paris, Madrid, Rome, etc.) ou régionales, comme du développement de résidences secondaires pour les populations urbaines sur le littoral méditerranée ou dans les régions de montagne , le phénomène gagne progressivement la plus grande partie de l'espace

[2] Dans cette orientation, les *valeurs du rural* ne lui sont pas internes, elles sont les représentations que l'ensemble de la société construit de ces territoires. Ces valeurs conditionnent à la fois des fonctionnalités particulières des territoires et des systèmes socio-économiques adaptés. Elles englobent des usages et des représentations et incluent, à la fois, des conceptions ou constructions sociales de la campagne associées à des valeurs ou des projets et des fonctions économiques et sociales de l'espace rural auxquelles correspondent des usages. Le territoire dans ses multiples dimensions (environnementales, sociales, démographiques, culturelles et économiques) constitue autant de ressources utilisées par différentes catégories d'agents pour satisfaire des fonctions appréhendées de plusieurs façons.

[3] Nous faisons référence ici aux travaux de P. Perrier-Cornet (directeur d'ouvrage) « Repenser les campagnes » Editions de l'Aube /DATAR, 2002, qui détermine trois figures de la campagne : la campagne ressource, la campagne cadre de vie et la campagne nature.

rural. Dans sa dimension récréative, elle peut influer, voire remettre en cause les structures économiques existantes.

Enfin, dans sa dimension nature, l'espace rural est également perçu comme un conservatoire des paysages et des milieux naturels pour une société de plus en plus urbaine. Si depuis longtemps, la société occidentale a été sensible aux caractères plus ou moins attrayants de ses paysages, comme l'attestent l'ancienneté de certaines politiques environnementales en France, en Italie ou en Espagne (parcs naturels, réserves naturelles), l'insertion de la nature dans la sphère marchande ne prend une dimension nettement affirmée dans le milieu rural que depuis un temps récent avec principalement l'avènement du tourisme rural et des activités de loisir.

Même si les processus globaux (mondialisation des échanges, concurrence économique, métropolisation des sociétés, etc.) influencent la diversification des fonctions économiques rurales, en jouant sur les niveaux d'adaptation des territoires aux changements et aux exigences du marché, les dotations factorielles locales, environnementales, économiques, sociales ou culturelles, sont autant d'atout pour le développement rural. Leur inégale répartition, c'est à dire leur nature, leur abondance et leur qualité ainsi que leur mise en valeur par les politiques locales, conduisent naturellement à une différenciation socio-économique des territoires. Tous ne possèdent pas les atouts suffisants pour être attractifs et diversifier leurs activités. En matière agricole, par exemple, eu égard à la productivité agricole, la disponibilité et la qualité des terres de certaines plaines fertiles (Beauce, Pô, etc.) offrent un potentiel de développement agricole bien plus attractif que celui des hautes-terres du Massif central français ou de Calabre. En matière touristique, les paysages variés et vallonnés de Toscane ou d'Andalousie n'ont pas le même pouvoir attractif sur les populations que ceux du bassin picard français. Ceci dit, les dotations factorielles ne se limitent plus aujourd'hui aux seules caractéristiques environnementales ou naturelles des campagnes. Les particularités et l'abondance de la main-d'œuvre, les niveaux d'équipement locaux, les héritages culturels où sociaux, sont autant de nouveaux avantages comparatifs qui différencient encore plus les territoires entre eux.

Toutefois, même si les dotations factorielles constituent un élément incontournable pour expliquer la différenciation des territoires, dans un contexte où la pratique de l'autonomie locale confère aux régions européennes des prérogatives de plus en plus soutenues en matière d'aménagement, les capacités des acteurs locaux à identifier et valoriser leur potentiel de développement, à innover et s'impliquer dans les projets d'aménagement, jouent aussi un rôle décisif dans la dynamique des territoires.

II. Diversification des fonctions rurales et contrastes spatiaux

Les trajectoires de diversification socio-économique des territoires ruraux, pourtant à priori engagées dans un processus de convergence, dessinent en fait, à l'échelle des trois pays latins, France, Italie, Espagne, de forts contrastes spatiaux. Nous avons choisi ces trois pays afin d'une part de mener à bien une approche spatiale cohérente dans la mesure ou ce territoire est euro méditerranéen et d'autre part, le caractère latin des trois pays nous permet d'envisager des processus dynamiques d'une façon cohérente, dans la mesure où les caractéristiques sectorielles se retrouvent dans cet ensemble territorial. Ainsi, l'existence d'une agriculture significative, la présence d'activités artisanales ou industrielles et des dynamiques démographiques en cours constituent pour ces trois entités de fortes cohérences. De fait ces trois pays semblent adaptés à la mise en oeuvre une approche méthodologique commune

développée ci-après, et d'amener une lecture originale des trajectoires rurales euro occidentale et euro méditerranéenne.

Les trajectoires ne sont pas homogènes et malgré les grandes tendances qui semblent se dessiner à l'échelle européenne, comme l'extension de la fonction touristique ou la péri urbanisation, les campagnes de ces pays semblent nettement se diversifier dans leur organisation et leur structuration même. Alors que certaines, jadis intégrées à l'économie nationale ou internationale, se marginalisent, d'autres, au contraire, fondent leur intégration ou réintégration sur l'innovation et la valorisation de leurs ressources, qu'elles soient traditionnelles ou nouvelles en s'adaptant aux nouveaux modes de production et de consommation. Dans le même temps, l'évolution des politiques d'intervention a engagé les individus dans la prise en charge du développement local. Des dispositifs plus ou moins opérationnels selon les pays ou les régions sollicitent les initiatives endogènes en faveur de la diversification des activités économiques en milieu rural : développer le tourisme vert, organiser des filières de transformation agroalimentaire, valoriser les produits de l'artisanat ou des petites industries locales, exploiter des énergies renouvelables, etc.… . Ils mobilisent des réseaux d'acteurs plus ou moins structurés et efficaces, et plus ou moins affranchis à l'égard des tutelles politiques.

L'émergence de nouveaux rapports sociaux dans les espaces ruraux prend toutefois des formes très diverses dans un ensemble territorial très composite. Ces nouveaux rapports sociaux contribuent à transformer et à différencier la structuration des territoires locaux. En effet, ils modifient ou confortent le profil des activités et des fonctions rurales en faisant varier la part de l'emploi dans les différents secteurs économiques. Par ailleurs, ils accusent ou atténuent les effets sociaux de la crise économique, qui s'expriment notamment par le niveau du chômage, mais qui sont aussi perceptibles à l'évolution des comportements démographiques, migratoires en particulier. Enfin, ils déterminent les dynamiques territoriales en cours, en favorisant ou en paralysant l'intégration socioéconomique des espaces ruraux : l'essor ou au contraire la déprise des activités génératrices de revenus et d'emplois sont liés à l'orientation des choix individuels et des démarches collectives, que ce soit pour ces dernières dans un cadre institutionnel ou associatif ; ils dépendent également de décisions politiques et d'interventions économiques externes au milieu rural, et révèlent ainsi le degré d'insertion des territoires ruraux dans l'économie globale. Parce qu'il est sélectif, ce processus d'intégration tend à produire une trame territoriale très hétérogène. Les nouveaux rapports sociaux dessinent donc des territorialités multiples.

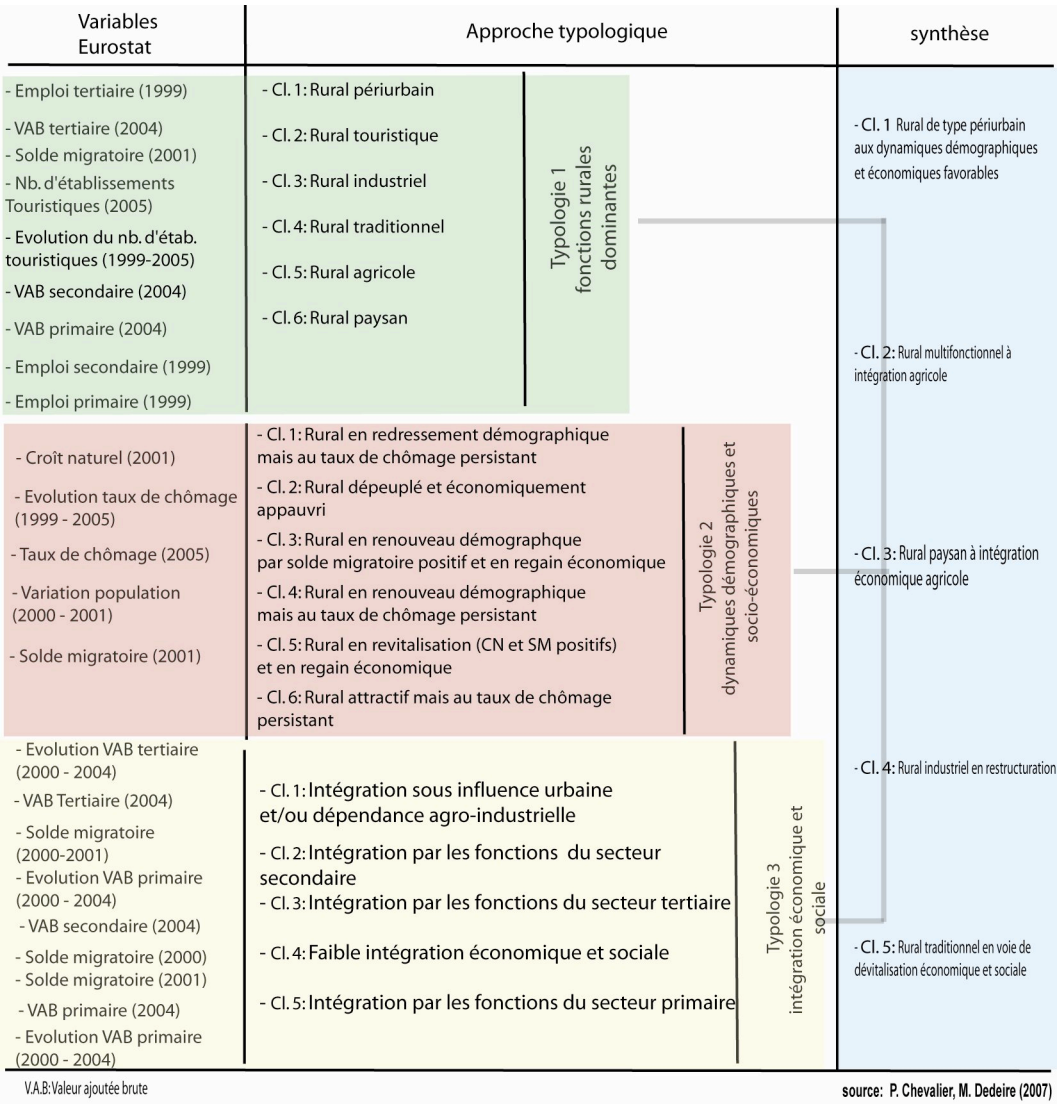
Il est question maintenant de renouveler, voire réinterpréter la lecture de la diversification des fonctions des campagnes par une analyse comparative à l'échelle de trois pays d'Europe occidentale (France, Italie, Espagne). Comment se traduisent-elles *spatialement* et quelles formes prennent-elles selon la nature des structures territoriales ? Quelles sont alors les logiques socioéconomiques qui fondent cette structure territoriale *en mosaïque* ? Comment se distinguent-elles les unes des autres, et permettent-elles d'identifier des types de ruralité ? En quoi ces derniers procèdent-ils des héritages territoriaux et en quoi sont-ils le reflet de l'adaptation des territoires aux changements globaux de la société ? Le poids des contextes nationaux autorise-t-il la comparaison à l'échelle centre européenne ? Afin d'exprimer et de caractériser la diversité de la ruralité centre européenne, l'analyse recourt à un ultime traitement statistique multivarié (Cf. encart méthodologique 1).

Ici, le choix des variables répond au souci de leur convergence (cf encart méthodologique 2), mais dépend également de leur caractère discriminant pour chacun des pays concernés. Néanmoins, l'intention de l'analyse est tout d'abord de dégager le profil type d'activités des territoires ruraux, c'est à dire la ou les fonctions dominantes en cours **(typologie 1)**. Ensuite, il

s'agit d'évaluer le niveau de la crise rurale, en mesurant l'attractivité territoriale, exprimée par la variation de population (1995-2001), par le taux de chômage, et le cas échéant par le niveau de revenus régionaux.**(typologie 2).** Il est enfin question de déterminer le mode d'intégration socioéconomique des espaces ruraux, c'est-à-dire à révéler les formes d'insertion de l'économie rurale dans l'économie globale, soit par le développement d'activités nouvelles, soit par l'adaptation des activités existantes **(typologie 3).**

Encart méthodologique 1
Inspiré de la méthodologie mise en place par Pigozzi et al. en (1994,) le travail qui suit se propose d'élaborer une série de typologies des campagnes : une typologie des fonctions socio-économiques régionales (typologie 1), une typologie des dynamiques socio-démographiques globales (typologie 2) une typologie du degré d'intégration des régions aux économies nationales (typologie 3) et une typologie de synthèse alliant fonctions/intégration économique/dynamique territoriale. A l'échelle des régions rurales (d'après la définition de l'OCDE de 1994), nous menons différentes analyses permettant d'une part de sélectionner les variables les plus pertinentes (cf. annexe et, d'autre part, de déboucher sur une classification des différents territoires à partir des d'une méthode statistique de classification mixte. A partir de données économiques[1], socio-démographiques et d'informations relatives à la fonction résidentielle[1], il est déterminé un profil type des régions, à la fois structurel (données de 2004) et dynamique (données de 1995 à 2004). Ensuite, sont calculés les différents écarts-type à la moyenne nationale pour chacune des régions rurales du pays[1]. Ce calcul permet alors, par un traitement statistique, de comparer les différentes situations par rapport aux moyennes des régions rurales et de déterminer les différents degrés de spécialisation de chaque territoire. Chaque situation donne lieu ensuite à une classification aboutissant à une typologie. Cette méthode s'applique avec des données collectées sur Eurostat.

Encart Méthodologique 2 : Approche typologique et synthèse

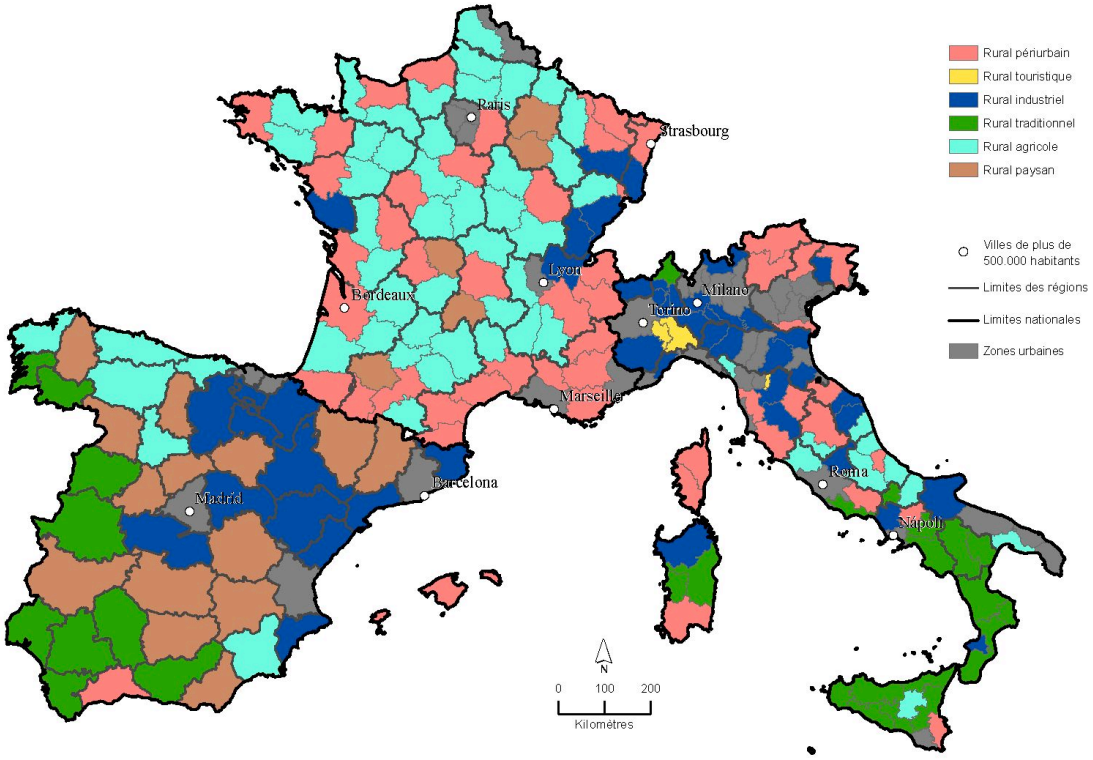


1. Un rural aux fonctions socioéconomiques différenciées (typologie 1 – carte 1, p. 11)

Les territoires ruraux d'Europe des trois pays se distinguent tout d'abord par le profil de leurs activités économiques. En effet, la distribution de l'emploi dans les différents secteurs de l'économie locale exprime une diversité structurelle et dynamique qui relativise le poids de l'agriculture. Toutefois, les campagnes de l'Europe occidentale et méditerranéenne demeurent encore majoritairement agricoles, surtout si l'on considère l'extension spatiale des régions où la part de l'emploi primaire est encore supérieure aux moyennes nationales européennes (**classe 4, 5 et 6**) et les valeurs régionales de la production agricole. Ces deux variables (charge humaine agricole et valeur de la production) déterminent toutefois deux types de ruralité, **une ruralité paysanne** (**classe 6**) où les actifs agricoles dominent largement d'un point de vue quantitatif dans les structures sociales régionales et **une ruralité plus agricole (classe 5) ,** souvent marquée par des faibles charges humaines (l'adaptation des structures agricoles aux exigences des marchés, en matière de coût et d'intensité de la production, s'étant souvent traduit par un important délestage de la main-d'œuvre vers d'autres secteurs d'activité) mais avec une valeur de la production agricole maximale.

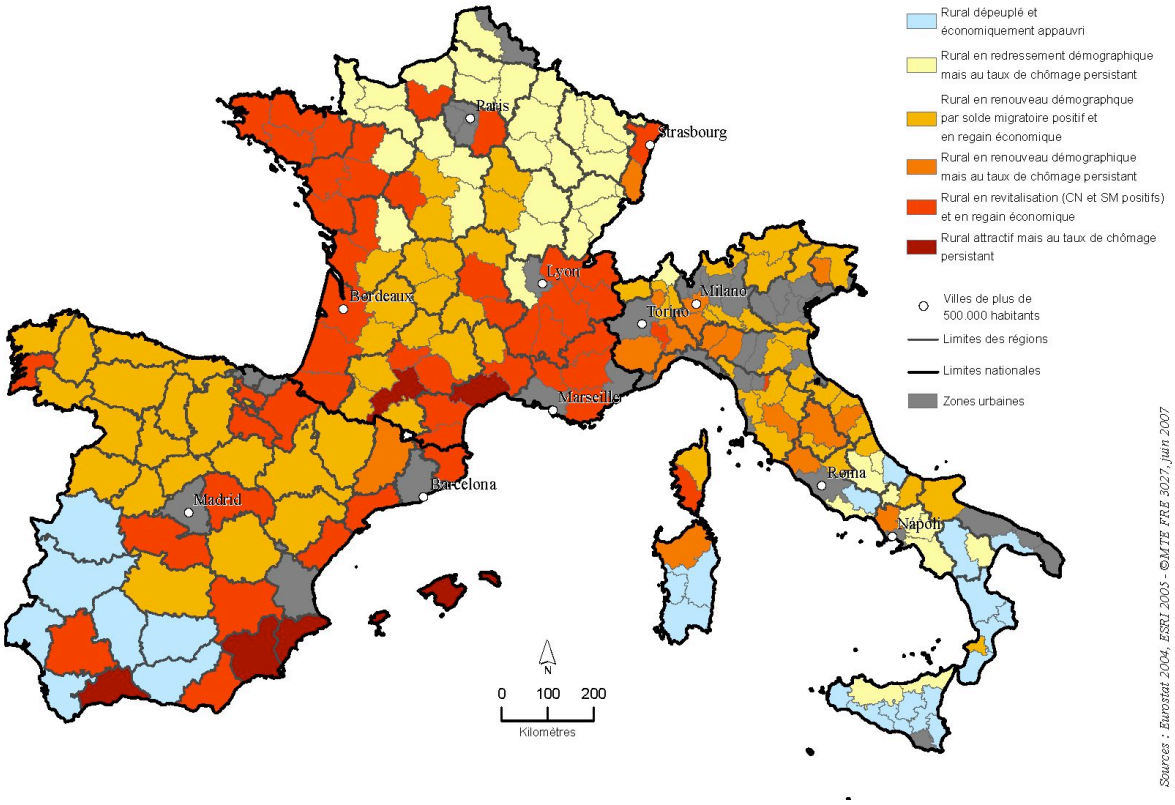
Typologie 1 : Fonctions rurales dominantes

Variables mises en jeu : emplois, valeur ajoutée brute, solde migratoire, tourisme



Typologie 2 : Dynamiques démographiques et socio-économiques

Variables mises en jeu : solde migratoire, variation totale de la population, croît naturel, taux de chômage



En Italie orientale, les plaines et les collines du Nord du pays, mais aussi toute une partie des Pouilles présentent des taux d'actifs agricoles plus de deux fois supérieurs à la moyenne des

pays étudiés réunis[4]. Il en est de même dans la région de Valence en Espagne (11.3%), et dans le sud-Ouest français, dans la partie méridionale de la grande plaine du Bassin aquitain, ainsi que dans la basse vallée du Rhône (15.4%). En Italie, comme en Espagne, les régions agricoles sont avant tout des régions paysannes qui portent de fortes densités de peuplement : depuis la Sicile, la Calabre jusqu'à la Basilicate, en passant par la Sierra Nevada andalouse, l'agriculture occupe la majorité de la population active (39.2%) dans le cadre de structures de propriété et d'exploitation très émiettées. En Catalogne et dans les autres régions du pourtour méditerranéen, comparativement, les densités agricoles s'effondrent et les disproportions sont moins flagrantes, mais l'emploi dans le secteur primaire mobilise encore entre le cinquième et le quart de la population active, dans une grande partie méridionale du Massif central français, comme dans Alpes méridionale et orientales. Au total, l'emploi agricole domine en termes relatifs ou absolus dans près d'un quart des régions rurales dans chacun des pays, les écarts à la moyenne sont très marqués, mais le poids relatif de l'agriculture dans l'économie locale est extrêmement variable d'un pays à l'autre, et les contrastes d'effectifs sont vifs entre **la *ruralité paysanne*** (forte charge d'actifs agricoles) de l'Espagne et de l'Italie méridionale et **la *ruralité agricole*** (forte valeur de la production et faible charge d'actifs) des plaines du nord de l'Italie ou de la France septentrionale, ce qui renvoie à la fois à la diversité des héritages structurels et au mode d'adaptation et d'insertion de l'économie agricole. Dans la plupart de ces régions, les conditions naturelles favorables ont permis l'extension maximale des superficies cultivées, avec une orientation des systèmes de cultures faisant alterner bassins céréaliers, bassins laitiers, et autres bassins spécialisés de production, comme la viticulture et l'arboriculture.

Parallèlement, nombreuses sont les régions rurales dans lesquelles la part de l'emploi dans le secteur secondaire pèse comparativement plus lourdement qu'ailleurs. La situation est complexe et la stratification des héritages territoriaux oblige à distinguer les espaces traditionnels de **double activité et d'industrie diffuse** des espaces ruraux soumis **aux effets de l'industrialisation des structures économiques** régionales comme celles que l'on peut identifier dans les piedmonts septentrionaux italiens (classe 3 de la carte 1). Les premiers caractérisent la plus grande partie de la moyenne montagne française en particulier le massif du Jura et des Vosges plus de 30% de la population active travaille encore dans le secteur industriel dans des branches aussi diverses que le textile, la plasturgie, le bois, la verrerie et la mécanique de précision. La situation est tout à fait comparable au Pays Basque espagnol notamment sur le versant septentrional des Monts Cantabriques, mais également en Galice (classe 4 - 3) : des activités industrielles anciennes, largement dynamisées ou reconverties par de nouveaux investissement nationaux ou étrangers, mobilisent près de 40% de la main d'œuvre locale dans la petite métallurgie, le travail du cuir, la plasturgie de et l'artisanat d'art. De même en Italie, l'emploi industriel concerne près de la moitié de la population active (46.3%) dans les régions rurales du nord du pays au contact des frontières Suisse, Slovène et Autrichienne, ainsi que dans les vallées et les bassins de la dorsale montagneuse du nord-est du pays (Apennins et Ombrie/ Marches).

Dans ces campagnes italiennes de fortes densités, les régions de plateau de vieille tradition artisano-industrielle, irriguées aujourd'hui par les capitaux étrangers, se différencient néanmoins des grands bassins industriels situés dans le piedmont, dans les régions métropolitaines de Turin et de Milan, et développés par la diffusion de l'industrie urbaine, où la spécialisation par branches (sidérurgie, carbochimie, industrie automobile) et le mode de diffusion de l'emploi industriel tendent à structurer quasi exclusivement l'économie et la

[4] Toutes les données chiffrées de ce paragraphe correspondent aux moyennes des catégories formées par les opérations du traitement statistique multivarié.

société locales sur le modèle de véritables **campagnes industrielles** (forte main d'œuvre industrielle, plus de 50% en moyenne et surtout forte valeur de la production). On retrouve ces campagnes de manière très caractéristique dans la Haute-Vallée du Pô en Italie, mais aussi dans le nord-ouest du Massif central français (région du Forez), et dans certaines vallées ardennaises. Dans ces régions, l'importance de la part de l'emploi secondaire est fortement liée à la dynamique industrielle urbaine. En Espagne les effectifs industriels des campagnes (autour 18% de la population active) procèdent pour la plupart des orientations de la planification régionale, autant dans les branches de l'industrie lourde sur le littoral méditerranéen (Catalogne Nord), que dans les filières agro-industrielles dont les unités de production s'égrènent dans les bourgs et les petites villes des vallées de l'Ebre et de Jucar (région de Valence). Les activités industrielles structurent donc une partie non négligeable des économies rurales.

Certains profils d'activités minorent l'importance des fonctions agricoles ou industrielles, et enregistrent indirectement la part prépondérante des activités de services. Cette dernière souligne tout d'abord les effets de la concentration de la fréquentation touristique sur l'emploi local : 48.7% des emplois dans les espaces littoraux et insulaires de la méditerranéenne espagnole relèvent du secteur tertiaire, la proportion est comparable en Italie dans les régions riveraines de l'Adriatique (Vénétie, Abruzzes). Ici, la part de l'emploi tertiaire et le volume des nuitées touristiques (entre 15 000 et 24 000 nuitées annuelles) sont fortement corrélés, et cette corrélation isole **un rural de type *touristique*.** Les contraintes du maillage statistique tendent néanmoins à exagérer l'extension spatiale des effets sur l'économie rurale d'une activité de type balnéaire qui concentre les emplois essentiellement dans les stations littorales et dans certains pôles de très forte concentration (Venise). La diffusion de l'activité touristique est plus sensible dans certaines régions « d'arrière pays » du Périgord en France et dans les massifs andalous et toscans où la fréquentation est suffisamment élevée (plus de 5000 nuitées annuelles) pour modifier la structure de l'emploi des régions rurales.

La tertiarisation du profil d'activités est ensuite liée à la proximité urbaine et à l'étalement résidentiel : Madrid, Rome, Turin, Milan, Barcelone ou encore Paris, autour des capitales et des principales agglomérations se sont formées des couronnes périurbaines, plus ou moins étendues, plus ou moins continues, où se localisent des activités de services les plus diverses. Elles dépendent du niveau de métropolisation qui se mesure à la part tenue par le secteur des services aux entreprises par rapport à celles des activités commerciales et des services rendus aux populations, et qui révèle d'ailleurs des contrastes marqués entre les capitales centre-européennes. Mais, partout dans **ces campagnes *périurbanisées* ou plus justement *sous influence urbaine* (classe 1),** la part de l'emploi agricole a régressé pour tendre vers les seuils planchers du niveau national (0.8% en Ile-de-France ; 1.8% en Catalogne et dans la Castille madrilène, , 2.1 dans le Latium et en Lombardie), tandis que la part de l'emploi industriel se maintient et se différencie d'un pays à l'autre en fonction du système productif en place et de la structuration de l'économie urbaine (39.8% en Ile-de-France, 42% en Lombardie, 46% en Catalogne). Enfin, le profil d'activités peut s'affirmer nettement tertiaire ou *tertiarisé* dans un certain nombre de régions rurales pourtant éloignées des grandes agglomérations et dénuées de réseau urbain particulièrement étoffé ou hiérarchisé. Dans la France du centre ou de la Bretagne, la tertiarisation de l'emploi est poussée vers les maxima nationaux (entre 65 et 70%), tout comme en Galice (54%), en Nouvelle Castille dans la Maceta espagnole (71%), et dans les plateaux de Campanie centrale. La *tertiarisation* apparente de l'économie s'y opère souvent *par défaut* et traduit surtout la déprise globale des activités rurales. Les emplois de l'administration, les services du commerce de détail et les emplois aidés des programmes sociaux forment un secteur tertiaire d'accompagnement très hétéroclite qui parvient à peine à

amortir les effets de la crise. Dans des régions comparativement plus urbanisées et industrialisées, comme le bassin industriel du nord-est français ou le Pays Basque espagnol, la part relative des emplois tertiaires (63.4% en Champagne-Ardenne, 65% au Pays Basque) progresse également en raison d'une importante régression de l'activité économique depuis plus de trente ans et du délestage de main d'œuvre consécutif à l'adaptation des activités les plus performantes ou les plus résistantes.

L'orientation du profil d'activités exprime donc la différenciation régionale des fonctions socioéconomiques des espaces ruraux. Cette différenciation se fonde sur des héritages territoriaux contrastés, mais elle procède également de l'évolution des structures économiques régionales dans le contexte de la mondialisation de l'économie.

2. Crise et prospérité relative du rural ouest européen (typologie 2 – carte 2, p. 11)

Les contrastes régionaux se mesurent en effet par ailleurs aux différents niveaux de la situation de crise rurale. La déprise et l'adaptation des activités économiques ont des conséquences marquées sur la réorganisation du marché du travail, et décident finalement des formes nouvelles de l'attractivité des territoires locaux. Le *chômage* fait désormais partie de la ruralité espagnole, française et italienne, et la distribution géographique de sa variation isole des auréoles relatives de prospérité et de véritables poches de pauvreté. L'évolution des comportements démographiques modifient la répartition et les structures du peuplement : ils tendent à opposer un rural *répulsif* parce que dépeuplé et vieilli (classe 2 de la carte 2) à un rural *attractif* devenu résidentiel et plus dynamique (par exemple la classe 6 de la carte 2)

Auréoles de repeuplement et de prospérité relative – Les auréoles de repeuplement rural se restreignent en grande partie aux couronnes périurbaines des capitales et des grandes agglomérations et plus ponctuellement dans les régions touristiques littorales (Costa Brava, Languedoc, Côte d'Azur…), montagnardes (Alpes françaises et italiennes) et dans des régions où le tissu économique (souvent industriel et artisanal) offre désormais des opportunités suffisantes pour maintenir les populations rurales (Bourgogne, Ligurie, Piedmont, autonomie de Valence et Catalogne). Dans ces régions, l'excédent migratoire compense le déficit naturel plus ou moins prononcé, nourrit la croissance démographique et atténue le vieillissement structurel (classe 1). Le desserrement des activités industrielles et commerciales en périphérie, les activités tertiaires induites par l'étalement résidentiel dynamisent un marché du travail, en grande partie soulagé par les migrations pendulaires vers les villes centres où se concentrent les emplois. L'évolution des habitudes de consommation des citadins suscite en outre parfois la diffusion des activités d'hébergement, de restauration et de loisirs de fin de semaine, comme en témoigne la progression localisée du nombre de nuitées touristiques dans certaines régions. Les ménages ruraux bénéficient donc de salaires et/ou de revenus d'activités. La dynamique d'ensemble tend à dessiner des aires de prospérité relative où les niveaux de revenus sont nettement supérieurs aux moyennes nationales.

En France, **les régions rurales sous influence urbaine** enregistrent une croissance de 16% de leur population entre 1995 et 2001. Certaines couronnes périurbaines de Madrid ou Rome forment des îlots de croissance démographique dans des campagnes profondément déprimées par le dépeuplement et le vieillissement. Dans ces régions, les taux de chômage se tassent vers les seuils planchers (classe 5). Les revenus moyens sont 18% supérieurs à la moyenne dans des pays où les écarts régionaux sont en grande partie compensés par le système de redistribution liés aux politiques d'aménagement du territoire. Les différences de revenus sont plus sensibles et vont pratiquement du simple au double en Castille centrale et

Catalogne au bénéfice des régions rurales sous influence urbaine. Ces régions périurbaines concentrent l'essentiel du croît démographique pour la période considérée (respectivement +3.5% et +5.2%). Les loisirs de fin de semaine ont moins d'effets qu'en France sur l'emploi local et la structure des activités que le desserrement des fonctions urbaines dans le secteur industriel et commercial, mais les taux de chômage y sont les plus faibles du pays avec respectivement 9.1% et 5.5%. En Espagne, excédent naturel (+1.6%) et excédent migratoire conjuguent leurs effets sur la croissance de la population dans les seules régions vraiment attractives du pays (Costa Brava), même si les niveaux du chômage recensé restent comparativement élevés (19.9%) par rapport aux régions où la forte charge de main d'œuvre agricole dissimule en partie la sous-activité. La hiérarchisation du réseau urbain en Italie amplifie et concentre les flux migratoires et les emplois périurbains autour de Turin et Milan.

Poches de pauvreté et aires de dépeuplement – A l'opposé, des pans entiers de l'espace rural continuent de se dépeupler et de payer le prix fort de la modernisation des structures agricoles (classe 1 et 2). Les zones de dépression démographique et socioéconomique s'étendent largement dans les campagnes, mais les disparités régionales de la crise isolent parfois de véritables poches de pauvreté, tandis que l'orientation des flux migratoire désigne des régions de faible attractivité, sinon des secteurs devenus franchement répulsifs (sud ouest de l'Espagne). La restructuration de l'économie locale a réduit l'activité à son plus bas niveau ou sélectionne des branches peu pourvoyeuses d'emplois. Le chômage explose en conséquence et se maintient à des niveaux élevés, bien supérieurs aux moyennes nationales. Les revenus des ménages s'effondrent, et le niveau de vie des populations locales dépend souvent des programmes d'aide sociale. En Italie méridionale, les taux de chômage varient du simple au double entre la région de Turin et les Pouilles ou la Sicile. Le chômage élevé n'épargne pas non plus les plateaux de la Sierra de Guadalupe en Espagne (19.9%). Les fortes charges rurales et paysannes de L'Italie et de l'Espagne méridionales minorent l'enregistrement du chômage (autour de 17% en moyenne), mais alimentent des flux migratoires qui creusent le déficit démographique (entre –3.5 et –3.1 pour la période 1995-2001).

Mais de manière globale, dans les trois pays, ce sont les campagnes anciennement industrialisées qui souffrent le plus gravement de la crise. Dans le Forez, comme dans une grande partie de la Galice ou dans les Ardennes, les effets de la désindustrialisation sur l'emploi se conjuguent aux difficultés d'adaptation du secteur agricole dans des régions où la rente naturelle est souvent médiocre. La déconcentration des anciennes unités de production a eu des conséquences désastreuses sur l'emploi en raison de la taille des unités de production, souvent peu adaptées aux nouvelles orientations de sous-traitance que prennent les entreprises rurales, de leur spécialisation productive et de l'absence de structures de reconversion et de formation professionnelle pour une main-d'œuvre dont les savoir-faire ont été souvent façonnés par la division du travail.

Certaines campagnes se vident littéralement de leurs forces vives : dans la partie centrale du Massif central français et dans la région de Molise, les prélèvements du déficit migratoire (-9.8 pour mille) accélèrent le dépeuplement et accentuent le vieillissement des populations locales déjà affaiblies par le creusement du déficit naturel (-4.8 pour mille). La crise qui sévit dans les bourgs et les petites villes a singulièrement réduit l'activité, écartant de l'emploi le quart de la population active encore sur place. Le niveau de crise isole donc des régions rurales en situation de marge ou de périphérie intérieure, et il les oppose à des auréoles de prospérité relative dont l'extension spatiale demeure confinée à l'aire d'influence des grandes agglomérations urbaines. Il distingue toute une gamme de situations

intermédiaires où les phénomènes récessifs sont plus ou moins marqués. Mais, il ne préjuge pas de l'intégration socioéconomique des régions rurales dont certaines formes peuvent être extrêmement sélectives et dévastatrices pour les sociétés locales.

3. Dynamiques polymorphes d'intégration socioéconomique (typologie 3)

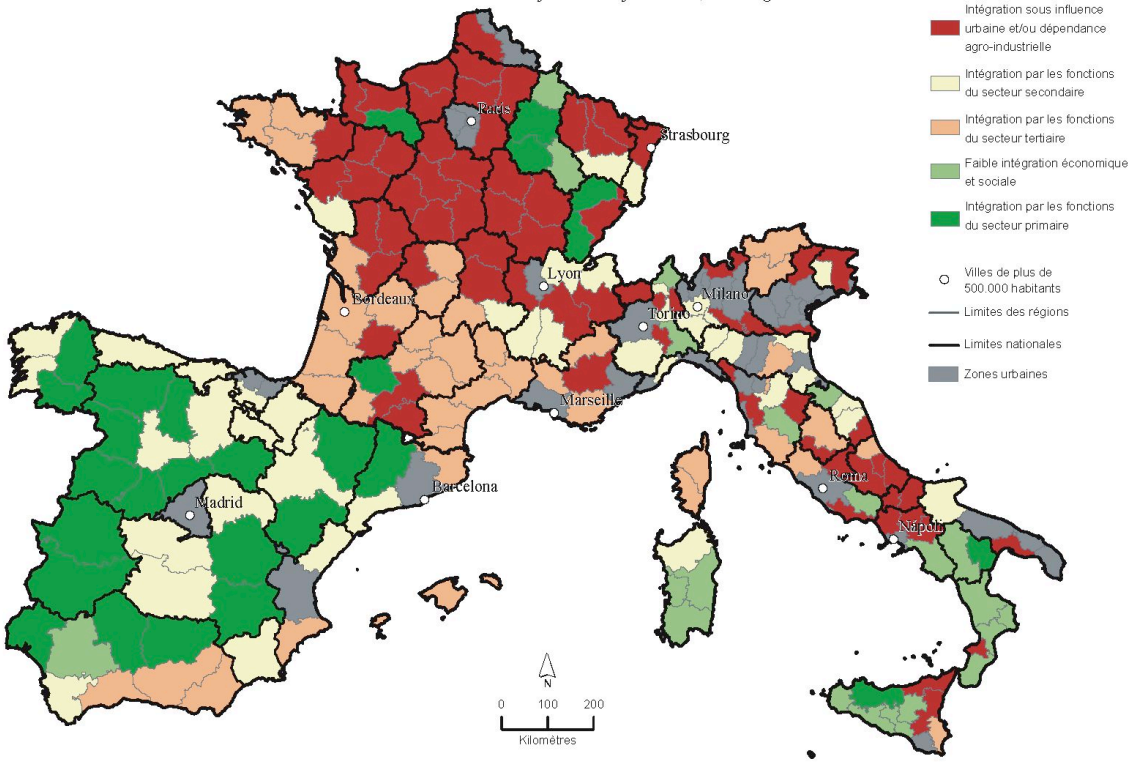
La transformation des structures économiques implique les sociétés locales dans un processus d'intégration qui procède d'impulsions à la fois internes et externes. La redéfinition ou la consolidation des fonctions spatiales dans les territoires ruraux s'appuient en effet d'une part sur les capacités endogènes de mobilisation, d'organisation et d'investissement des acteurs sociaux. D'autre part, le processus s'affranchit plus ou moins des pôles externes de commandement économique ou au contraire s'y assujettit. La structuration territoriale se modifie alors en fonction du degré et du mode d'intégration socioéconomique.

L'intégration sous influence ou sous dépendance – La métropolisation et l'étalement périurbain transforment les fonctions des territoires ruraux dans le cadre d'un processus exogène d'induction économique. Le dynamisme de l'économie urbaine, la redistribution des activités dans l'espace urbain et l'extension résidentielle en périphérie induisent dans les espaces ruraux en situation périurbaine, des activités nouvelles génératrices de revenus et d'emplois. Les ateliers de montage industriel, les surfaces commerciales, les commerces de détail, les services divers rendus aux populations dépendent tout à la fois des stratégies d'entreprises multinationales et du fonctionnement des marchés de consommation à l'échelle de l'agglomération, et selon le niveau de métropolisation, à l'échelle nationale et internationale. Les marchés urbains réorientent de la même façon les systèmes de cultures et de production agricole en fonction de la demande, privilégiant les systèmes intensifs d'élevage ou de maraîchage, mais également certaines niches agricoles, comme les productions biologiques. La proximité urbaine favorise donc une intégration sous influence qui caractérise la périphérie des capitales et des principales agglomérations.

Les formes de dépendance ne se limitent pas aux espaces périurbains. La réorganisation **des filières agroalimentaires** place sous tutelle la plupart des espaces à vocation agricole (Guiheneuf *et alii,* 2002). Elle conduit à la formation de bassins spécialisés de production et à la concentration des structures d'exploitation. Elles dirige les investissements dans le capital d'exploitation et accélère le délestage de main d'œuvre dans le secteur agricole. La rente naturelle et le fonctionnement du marché contingenté de la PAC orientent les systèmes de cultures, tandis que les objectifs de productivité déterminent la nature et le fonctionnement du système d'exploitation. Les plaines les plus fertiles se transforment en bassins de céréaliculture intensive (Plaine de Pô, Beauce, Brie) (classe 1-carte 3). Les régions d'élevage se partagent entre systèmes intensifs et systèmes extensifs (Bassins laitiers de Normandie, élevages porcins hors-sol de Bretagne) (classe 1 carte 3). Les cultures spécialisées, telles que la viticulture ou l'arboriculture, se concentrent sur les terroirs les plus favorables (plaine du Languedoc, basse Vallée du Rhône en France, région de Valence). Cette modernisation agricole intéresse autant les exploitations familiales (très largement majoritaires) que les grandes exploitations sociétaires.

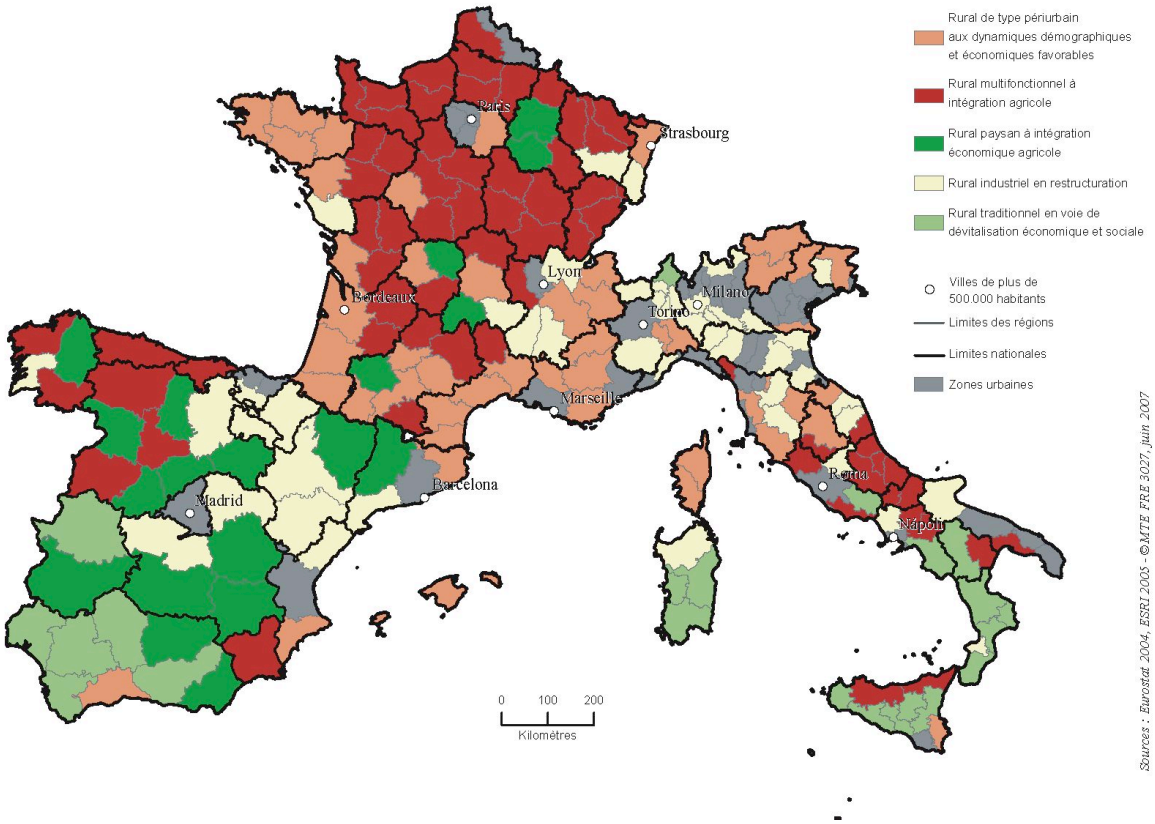
Typologie 3 : Intégration socio-économique

Variables mises en jeu : valeur ajoutée brute, solde migratoire



Typologie de synthèse

Variables mises en jeu : fonctions rurales dominantes (typologie 1), dynamiques démographiques et socio-économiques (typologie 2), intégration économique et sociale (typologie 3)



Sources : Eurostat 2004, ESRI 2005 - ©MTE FRE 3027, juin 2007

L'exploitation des ressources agricoles n'implique cependant pas systématiquement la prospérité rurale. La modernisation et l'adaptation du secteur agricole s'opèrent souvent de

manière exclusive et presque dé-territorialisée, parce que les effets d'entraînement sur les autres activités rurales demeurent limités ou parce que ces dernières sont justement inhibées par la spécialisation agricole intensive, si l'on pense au tourisme vert par exemple. Elles privilégient une forme exogène d'intégration, certes performante, mais surtout dépendante et extravertie.

L'intégration par la valorisation des héritages structurels – En dehors des zones périurbanisées, les cas de prospérité rurale, même relative, ou de crise modérée relèvent plutôt de la reconversion et de la valorisation des héritages structurels. Les fonctions territoriales s'appuient alors sur les structures économiques en place dont l'adaptation peut conduire soit à **une spécialisation,** soit à **une diversification** des activités.

La concentration de la fréquentation touristique dans des stations balnéaires ou des stations de sport d'hiver conforte la spécialisation fonctionnelle d'un certain nombre d'espaces ruraux déjà cités. L'activité est certes extravertie, mais elle se développe à la faveur de la modernisation des équipements et des infrastructures d'hébergement et de loisirs. Elle dépend souvent de l'apport de capitaux extérieurs, mais elle implique les collectivités locales dans les projets de rénovation, de réhabilitation et de développement. En outre, l'évolution des modes de consommation touristique n'exclut pas la diffusion spatiale de l'activité sous la forme d'unités plus petites. L'intégration socioéconomique s'opère par spécialisation fonctionnelle, génératrice d'emplois permanents ou saisonniers, et de revenus principaux ou complémentaires.

De son côté, **la diversification** des fonctions spatiales mobilise de front plusieurs secteurs d'activités en procédant au recyclage des savoir-faire de la population active. Les structures agricoles s'insèrent à l'échelle locale et régionale dans une économie rurale, et compensent la médiocrité de la rente naturelle en développant les activités situées en amont et en aval de la stricte production agricole (production d'énergie à partir de la biomasse, transformation agroalimentaire et vente directe), mais aussi en s'ouvrant à l'agritourisme et en participant aux programmes agri-environnementaux de préservation des milieux naturels et de conservation des paysages agraires. Le tourisme vert se restructure à partir du réseau traditionnel des sites remarquables ou des villes de cure, mais se diffuse également sur la base de l'identification et de la valorisation de ressources nouvelles composées en patrimoine rural (paysages agraires, bâti religieux, historique ou villageois, fêtes et traditions locales). Les savoir-faire industriels enfin attirent les investissements nationaux et étrangers pour participer à la déconcentration des anciens combinats socialistes et à la diffusion des ateliers de production dans le cadre d'un tissu restructuré de PME. Cette diversification des activités se produit souvent au prix de la régulation du marché de l'emploi par la pratique répandue de la double activité, par les déplacements pendulaires ou l'émigration définitive. Mais, cette multifonctionnalité rurale, dynamisée par les impulsions endogènes comme par les investissements externes, soutient l'activité et procure des revenus à la population locale. **L'intégration par la diversification** des activités caractérise ainsi une partie des moyennes françaises et espagnoles, une partie du piémont Italien, ainsi que les montagnes andalouses.

Marginalisation fonctionnelle et faible intégration – La dynamique d'intégration semble toutefois ignorer une partie du rural (classe 4- carte 3). La crise frappe encore durement certaines structures, souvent peu modernisées et entraîne le repli des sociétés locales dans des régions qui demeurent à l'écart des principaux flux d'investissements. Le secteur agricole se remet difficilement de la restructuration des unités de production dans la cadre des politiques

de modernisation agricole tandis que les implantations industrielles, figées par la spécialisation productive et lézardées par les nouvelles normes de productivité et de rentabilité, ont un avenir incertain dans les campagnes d'Europe occidentale. Le sort des populations locales est alors souvent suspendu aux contenus des programmes d'aides publiques. Cette marginalisation par dépérissement des activités se manifeste également par le repli des sociétés locales sur la petite exploitation extensive, comme en témoignent la part des micro-exploitations et/ou le nombre d'actifs agricoles à l'hectare dans certaines régions qui ont finalement comme unique fonction celle de réservoir de populations migrantes (Pouilles en Italie, Extremadura en Espagne, Cévennes en France). La réduction de la charge de main d'œuvre agricole à l'hectare n'est cependant pas nécessairement le signe de l'intégration socioéconomique : dans la Manche méridionale, comme dans les montagnes siciliennes, les structures des années 50, ne sont que faiblement et insuffisamment transformées par les sociétés locales et les impulsions externes pour favoriser et améliorer l'insertion de l'économie locale dans les réseaux économiques régionaux et nationaux, pour dynamiser l'activité et procurer des revenus.

4. typologie de synthèse : Trajectoires rurales et trajectoires régionales (typologie 4 – carte 4)

L'approche synthétique a pour objectif de mettre en relation les processus dynamiques et les aspects fonctionnels des territoires ruraux, tout en y associant les questions d'intégration vues précédemment. À ce niveau d'analyse, nous considérons que le résultat synthétique est de très bonne qualité dans la mesure où les répartitions typologiques ont chacune une représentativité au sein du résultat final. Les espaces de la classe 1 correspondent à des régions de type périurbain. Elles sont marquées à la fois par une importante dynamique démographique, un taux de chômage relativement favorable et une intégration économique favorisée par une économie résidentielle, permanente ou temporaire et tertiaire. Ces territoires se situent principalement dans le sud de la France, autour de la méditerranée, le long de la façade atlantique, dans la région Midi-Pyrénées, en Bretagne et dans une partie des vallées alpines françaises. En Italie, il s'agit des régions du Trentin et du Frioul, une partie du piémont de la Toscane et de l'est de la Ombrie. En Espagne, le nord de la Catalogne, le sud de Valence et l'extrême sud andalous sont également concernés.

La classe 2 est déterminée par l'importance de la caractéristique agricole, un croit naturel très favorable, un chômage endémique (taux de chômage supérieur à la moyenne) qui ne tend pas à se réduire, une intégration économique multifonctionnelle d'origine urbaine et/ou une économie agro-industrielle encore très significative (centre de la France par exemple). Les régions concernées par ces processus sont beaucoup plus homogènes que les précédentes et dessinent de vastes étendues spatiales Pour la France, une multitude de départements concernés, depuis l'Aveyron jusqu'aux frontières du Nord, et de la Basse-Normandie aux portes de l'Alsace. En Italie, la région de Molise, des Abruzzes et la Campanie regroupent l'essentiel des cas tout comme le nord de la Sicile. En Espagne, il s'agit de la façade nord-atlantique, de la Cantabrie, des Asturies et de la Galice jusqu'au sud de la Castille y Leon. Côté méditerrané, c'est la région de Murcie qui se distingue particulièrement.

La classe 3 est marqué par le caractère paysan de la société (taux d'actifs agricole encore assez significatif). Il s'accompagne d'un renouveau démographique tout relatif, le solde migratoire positif compensant le déclin naturel encore soutenu, et d'une résorption significative du chômage.

L'intégration économique se fait encore principalement par un secteur primaire encore majoritaire. La France est peu concernée par ce cas, seul cinq départements sont représentés, la Marne et l'Aube au nord-est, la Creuse, le Cantal et le Gers plus au sud. En Espagne, 14 provinces sont concernées, une grande partie du sud et de l'est du pays, (Extremadura, Massette Castillane, Murcie).

La classe 4 est caractérisée par un rural plutôt de type industriel, en restructuration, au renouveau démographique certain, mais au taux de chômage encore significatif. Même si l'industrie est le principal moteur de l'intégration économique, ces régions sont soumises à une diversification qui commence à s'imposer. Alors qu'en France, cette classe est faiblement représentée (Vendée, Ardèche, Haute-Loire, Drôme, etc.) elle est surtout significative dans les régions sous-influence métropolitaine du nord-est espagnol et de la partie septentrionale de la botte italienne (piedmont, Lombardie, Marche, etc.)

Enfin, la classe 5 se compose d'un rural très traditionnel, vieilli, souvent en crise démographique et sociale (exode rural). L'intégration économique est très faible tout comme la diversification des activités encore marquée par l'emprunte agricole et une tertiairisation « par défaut ». Globalement, cette classe concerne les Suds de l'Europe (Calabre, Basilicate, Sardaigne, Andalousie, etc.)

CONCLUSION

Comme nous l'avons vu pour nos trois pays d'investigation, les dynamiques des territoires ruraux s'accompagnent le plus souvent d'une mutation plus ou radicale des fonctions dominantes Les évolutions perçues à travers l'analyse de données montrent aussi que l'intégration économique des territoires ruraux est à la fois fonction des échelles spatiales choisies (cas des niveaux spatiaux de référence), des localisations spatiales et des proximités régionales. L'approche par fonction réalisée dans la typologie 1 correspond aux hypothèses de départ (approche par fonction de production, résidentielle, nature). Celle des dynamiques démographiques et économiques sert de base aux transitions et aux mutations des espaces ruraux depuis une vingtaine d'années. Enfin, la typologie de l'intégration économique permet de comprendre les transformations économiques basées soit sur la diversification autour de la résidence, du monde paysan ou des activités tertiaires, soit un resserrement sectoriel sur des bases plus nono-sectorielles (spécialisation) dans le cas des territoires économiques très intégrées à certaines filières notamment industrielles. L'approche globale à partir des trois typologies (synthèse) autorise une vision européenne des ruralités d'aujourd'hui, selon une lecture fonctionnelle, dynamique et en terme d'intégration des systèmes de production, des populations et des sociétés rurales ou périurbaines. De ce point de vue, nous pouvons considérer que des trajectoires de développement des territoires ruraux peuvent être repérées et servir de base de réflexion au devenir des zones rurales euro-méditerranéennes.

BIBLIOGRAPHIE

AUBERT F., PERRIER-CORNET P., (1997), Résistance et redéploiement de l'emploi industriel dans les espaces ruraux français, Communication au *XXXIIIe Colloque de l'ASRDLF*, Lille.

BEALE C., (1975), The reviwal of population growth in none-metropolitan America, *Economic Research Service*, Washington, 15 p.

BERGER A., CHEVALIER P., DEDEIRE M., 2005, *Les nouveaux territoires ruraux, éléments d'analyses,* édition PU Montpellier 3, Montpellier, 305 p.

BODSON D., (1993), *Les Villageois*, Editions l'Harmattan, Coll. Alternatives Rurales, Paris.

COLLECTIF (2006) Convergences et disparités régionales au sein de l'espace européen, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine,* 2, 179-303.

DIRY J.P., *(*1999), *Les espaces ruraux*, Paris, SEDES.

GAIGNE C., PIGUET V., SCHMITT B., (2003), « Dynamique urbaine, périurbaine et rurale de l'emploi industriel : une analyse structurelle-géographique basée sur les évolutions 1990-1999 », *Colloque de l'Association de Science Régionale en Langue française*, Lyon 1,2 et 3 septembre – Concentration et ségrégation, Dynamiques et inscriptions spatiales – 33 p. http://asrdlf2003.entpe.fr/pdfpapiers/A2/78.pdf

GASCHET F., LACOUR C., (2002), « Métropolisation, centre et centralité », *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 1, 49-72.

GUIHENEUF P. Y., LACOMBE P., 2002, L'agriculture française : quatre scénarios à l'horizon 2015, *Futuribles*, 272, 2, 5-27.

KANAROGLOU, P., BRAUN, G., (1992), « The pattern of counterurbanization in the Federal Republic of Germany. » *Professional Geographer* 38, 170–181.

KENDALL J.,PIGOZZI B.W.M (1994); Non employment income and the economic base of Michigan counties, Growth and Change.

KONTULY T., (1992), National-, regional- and urban-scale population deconcentration, West Germany, *Landscape and Urban Planning*, Volume 22, 2-4, 219-228.

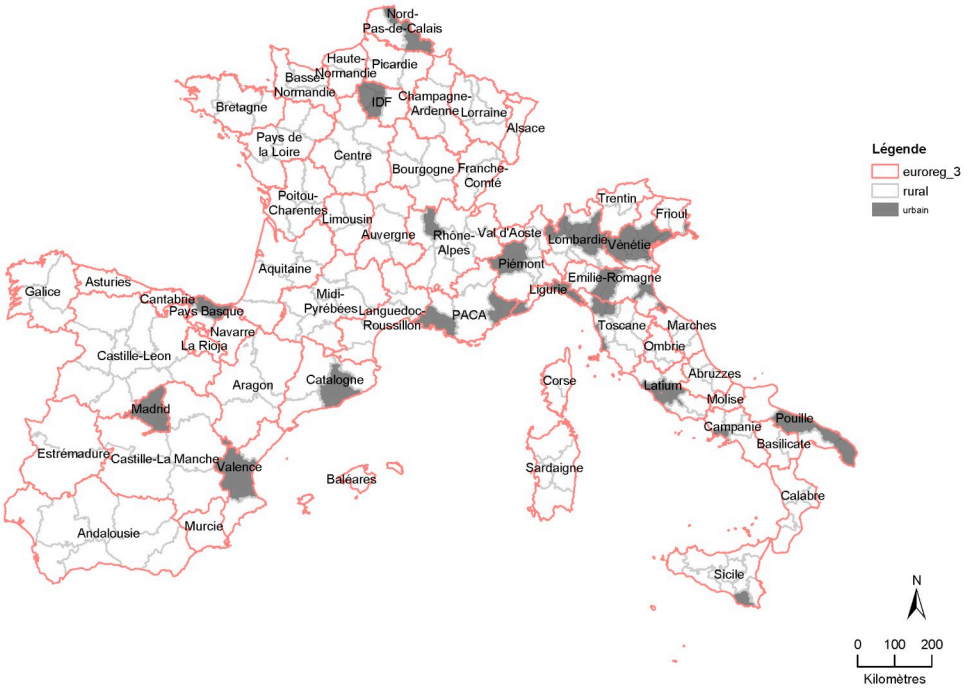
MATHIEU N., (1982), « Questions sur les types d'espaces ruraux en France, » *L'Espace géographique*, n°2, 35-39

MITCHELL C.J.A., (2004), « Making sense of counterurbanization », *Journal of Rural Studies*, Volume 20, Issue 1, 15-34.

OCDE, 1994, *Créer des indicateurs ruraux pour étayer la politique rurale,* éditions de l'OCDE, Paris, 97 p.

PERRIER-CORNET P. (2002) (sous le dir.)" *Repenser les campagnes* » édition de l'aube, DATAR

TERLUIN I.J., (2003), « Differences in economics developement in rural regions of advanced countries : an overview and critical analysis of theories », *Journal of rural studies,* 19, 327-344.

Annexes

Les regions